

Libéria, mars 2011

Le Libéria est un pays à faible revenu avec une population de près de 4 millions d'habitants. Selon les données de la Banque Mondiale pour 2009, le Revenu National Brut (RNB) par habitant était de 160 dollars (en termes de parité de pouvoir d'achat) et aucune donnée sur le taux de pauvreté par habitant n'est disponible. Le taux d'alphabétisation des adultes est de 58 pour cent et le taux annuel de mortalité infantile est de 112 décès pour mille enfants de moins de cinq ans, une amélioration substantielle par rapport à 2005 où le chiffre était de 144 décès. En 2007, les dépenses générales du gouvernement en matière de santé en % des dépenses totales du gouvernement étaient de 17 pour cent¹.

Programme de vaccination

La Loi et le Plan politique national de santé du Libéria 2007-2011 reconnaissent la vaccination comme un des principaux programmes dans le paquet de santé essentielle de l'enfant. Le Libéria a lancé son Programme élargi de vaccination (PEV) en 1978. Le programme se situe au sein de la Division des services préventifs, Département des services de santé, Ministère de la Santé et du Bien-être Social. Un manager PEV national et le réseau des agents de santé du pays supervisent et coordonnent toutes les activités liées au PEV. Les vaccinations sont assurées au travers des 5 régions, 15 comtés, 88 districts et 457 centres de santé et cliniques. Les prestataires privés et des ONG fournissent jusqu'à la moitié de l'ensemble des vaccinations.

À la suite de la crise civile de 1989-2003, la couverture vaccinale de routine chez les enfants s'est améliorée de façon constante. Parmi les enfants de 12 à 23 mois, la couverture par le DTC3 est passée de 31 pour cent en 2004 à 93 pour cent en 2009, en se référant aux données administratives. La couverture du vaccin anti-rougeole (MCV) a également augmenté, de 52 pour cent à 95 pour cent. Quoi qu'il en soit, selon les estimations de l'OMS / UNICEF la couverture par le DTC3 a augmenté de 31 à 64 pour cent et le MCV a augmenté de 41 à 64 pour cent sur la même période. Le vaccin pentavalent a été introduit en 2008. Le Libéria a confirmé deux cas de poliomyélite en 2010.

Le Libéria pourrait atteindre les objectifs des OMD n ° 4 et n ° 5 si des changements sont opérés².

Financement du programme de vaccination

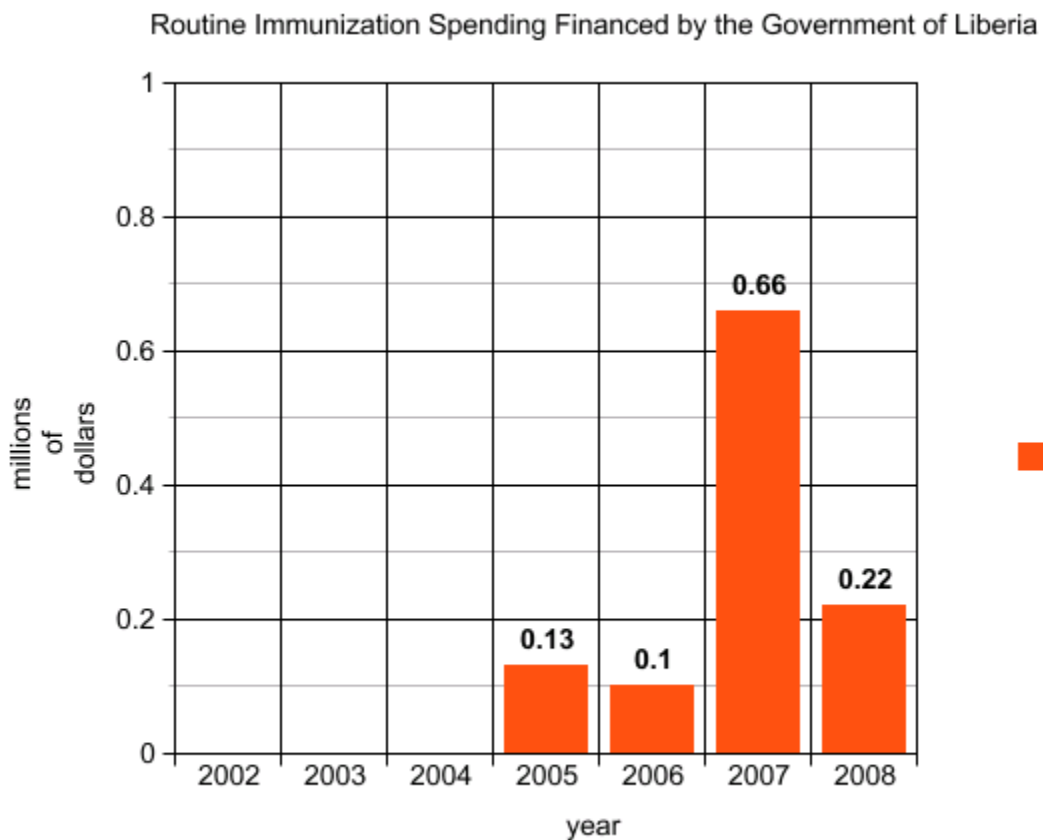
Selon le Plan Pluriannuel compréhensif (PPAc) du Libéria, 2006-2010, 2,4 millions de dollars ont été dépensés sur le Programme PEV de routine en 2005, environ 16 \$ par enfant. En y ajoutant les coûts partagés des services de santé ce chiffre atteint 2,5 millions de dollars. Le gouvernement a financé 128 526 dollars (5%) des dépenses en PEV de routine, environ 1 \$ par enfant.

¹ <http://www.countdown2015mnch.org/documents/2010report/CountdownReportAndProfiles.pdf>

² http://www.mdgmonitor.org/country_progress.cfm?c=LIB&cd=

Selon les données du rapport conjoint de l'OMS /UNICEF, les dépenses gouvernementales de routine ont été de 100.000 dollars en 2006, 3% de l'ensemble des dépenses en PEV de routine. Les chiffres pour 2007 et 2008 ont été, respectivement, 66 000 dollars (3%) et 217 125 dollars (2%).

Selon le PPAc du Libéria, 2011-2015, les dépenses en vaccination de routine pour l'année 2009 atteignent un total de 6,4 millions de dollars.



Source: WHO Immunization Profiles

Législation sur la vaccination

Dans le Chapitre II, Article 8 de la Constitution du Libéria de 1984, garantir une population en bonne santé est l'un des objectifs stratégiques essentiels du gouvernement.

Une Loi sur la Santé Publique (Titre 33), rédigée en 1976, est actuellement en cours de mise à jour.

Une loi visant à créer une autorité de réglementation des médicaments et à réglementer le secteur pharmaceutique (y compris les vaccins) au Libéria est actuellement en préparation.

Le Libéria a un parlement bicaméral. Il compte 64 membres de la Chambre des représentants et 30 sénateurs. Les comités de la Chambre directement concernés par le financement du PEV comprennent le Comité sur la santé et le bien-être social, le Comité sur les voies, les moyens et les finances et le Comité des comptes et des dépenses publiques. Les comités sénatoriaux comprennent le Comité des voies, des moyens, des finances et du budget et le Comité sur le Genre, la Santé, le Bien-être social, les femmes et l'enfance.

Les apports de Sabin Vaccine Institute, SIF

Décembre 2009 : Sabin a parrainé le manager PEV du Libéria pour un échange de pairs avec la Sierra Leone.

Mars 2010 : Sabin a parrainé un leader parlementaire pour un échange de pairs afin qu'il assiste à la réunion des gestionnaires OMS du PEV, à Ouagadougou, au Burkina Faso.

Mars 2010 : Première séance d'information du Congrès au Libéria.

Août 2010: Sabin a parrainé un échange de pairs du ministère des Finances afin d'observer une budgétisation basée sur les résultats à Kampala, en Ouganda.

Buts et Objectifs

Poursuivre le plaidoyer du PEV

- des séances d'information périodiques du Congrès par les Ministères de la Santé, leurs homologues du Ministère des Finances
- des rapports périodiques en cours d'année sur les dépenses en matière de vaccination et les indicateurs techniques

Inclure le plaidoyer dans les activités du PEV régional

Accroître la participation du Congrès dans le financement de la vaccination

- des visites périodiques sur le terrain afin de :
 - superviser les opérations de vaccination
 - informer les dirigeants locaux, les groupes communautaires
- Un examen détaillé des propositions budgétaires annuelles sur la santé et la vaccination